



Auteurs

MFS INVESTMENT MANAGEMENT

Victoria Higley
Gestionnaire de portefeuille institutionnel d'actions

Owen Murfin
Gestionnaire de portefeuille de titres à revenu fixe institutionnel

Vishal Hindocha
Chef mondial de la stratégie de gestion durable

THE EURASIA GROUP

Lucy Eve
Stratège principale
Géoéconomie et facteurs macroéconomiques mondiaux

Henning Gloystein
Directeur, Énergie, climat et ressources

JUILLET 2023

Au-delà des grands titres : Accélération du risque et des occasions pour les investisseurs

Aperçu

Afin d'obtenir un portrait complet des risques et des occasions de placement, notre processus de recherche mondiale ascendant est soutenu par des analyses macroéconomiques et géopolitiques descendantes effectuées par des partenaires comme Eurasia Group. Voici les points de vue clés tirés d'une table ronde réunissant des spécialistes des actions et des titres à revenu fixe de MFS, des experts géopolitiques d'Eurasia et divers investisseurs.

La transition énergétique et la sécurité

Les manchettes négatives ne reflètent pas la réalité des sociétés. Même si les manchettes brossent un tableau sombre de la transition vers la carboneutralité, notre équipe de placement voit des sociétés investir des sommes importantes dans des solutions technologiques offertes par des sociétés privées, en démarrage et existantes. Le parcours sera long, les changements se feront par étapes et le progrès ne sera pas linéaire, mais de nouveaux paliers seront atteints à mesure que les nouvelles technologies, comme le captage du carbone et l'utilisation d'hydrogène en tant que source d'énergie alternative, deviendront disponibles à grande échelle.

Les régimes de retraite envisagent le désinvestissement plutôt que le financement de la transition. Les régimes de retraite doivent démontrer leur engagement à atteindre les objectifs climatiques, mais ils débattent de plus en plus de la meilleure voie à suivre pour y parvenir. Bien que le désinvestissement soit une option intéressante, il est peu probable qu'il entraîne les changements réels nécessaires pour atteindre les cibles de 2030 et de 2050. Les investisseurs trouveront des occasions s'ils sont prêts à entreprendre un dialogue avec les sociétés.

Des écarts d'évaluation entre les régions émergent au sein des secteurs. L'Union européenne (UE) vise à être un chef de file dans la transition énergétique, qui touche les sociétés domiciliées dans la région. BP s'est engagée à consacrer 20 % de son budget de dépenses en immobilisations aux énergies renouvelables. De plus, le cours du titre de la société se négocie à six fois le ratio cours/bénéfice (C/B), avec un rendement en dividendes de 7 % et un engagement à racheter des actions en raison des importantes liquidités. Les investisseurs récupéreront leur argent en 10 ans. Les sociétés américaines se négocient à deux fois le ratio C/B et versent des dividendes moins élevés, en plus d'afficher un budget de dépenses en immobilisations beaucoup plus petit pour les énergies renouvelables. Il pourrait y avoir des occasions pour les investisseurs, à condition qu'ils soient motivés à appliquer des primes aux sociétés qui soutiennent et financent la transition tout en gérant les actifs qu'elles possèdent déjà. De plus, certaines sociétés se sont départies de leurs actifs à forte émission de carbone pour améliorer leur profil de durabilité et augmenter leur ratio C/B.

La politique passe de la gestion des urgences à l'adaptation à long terme. Après l'invasion de l'Ukraine, des efforts ont été déployés pour gérer l'offre d'énergie afin d'éviter une baisse de la production industrielle. La combinaison de mesures incitatives et de sanctions et d'interdictions a rapidement réduit la dépendance aux combustibles fossiles et réduit le risque de pénurie dans l'UE. Contrairement aux grands titres sur la désindustrialisation, les sociétés en Allemagne et au Japon ont réussi à augmenter leur production malgré la forte baisse de la consommation d'énergie. La crise énergétique et les subventions gouvernementales continuent d'inciter les sociétés et les ménages à devenir plus efficaces et à investir dans la capacité intérieure. Les gouvernements espèrent que ces mesures se traduiront par des gains de productivité économique dans la seconde moitié de la décennie.

Ni MFS ni aucune de ses filiales n'est affilié à Eurasia Group.

RÉSERVÉ AUX INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET AUX PROFESSIONNELS DES PLACEMENTS

Les mesures de relance massives créent des occasions de placement aux États-Unis et en Europe. L'ampleur de la loi américaine sur la réduction de l'inflation ainsi que de la loi sur les semi-conducteurs et du règlement pour une industrie « zéro net » de l'UE a modifié la mentalité des entreprises et les a incitées à réduire leur dépendance aux combustibles fossiles. Les politiques américaines présentent un avantage important par rapport à celles de l'UE en raison de leur structure, puisqu'elles procurent des avantages fiscaux directs et créent des emplois dans le secteur vert, alors que les subventions plus onéreuses de l'UE ne procurent pas d'avantages fiscaux immédiats et doivent faire l'objet d'une demande chaque année.

L'inflation de l'énergie devrait diminuer à long terme, mais les prix des aliments sont préoccupants. Les chocs des prix de l'énergie se sont traduits par une flambée de l'inflation, mais les prix demeurent élevés alors que le coût de l'énergie a diminué. Le coût de la transition énergétique devrait entraîner une « inflation verte » au cours des prochaines années. Les prix de l'énergie pourraient cependant chuter à long terme, à mesure que de nouvelles technologies sont développées et mises à l'échelle. La demande d'hydrocarbures est incertaine, et les prix du pétrole et du gaz pourraient demeurer élevés même si la demande diminue, comme en témoigne l'utilisation du charbon par rapport aux prix. L'inflation alimentaire est un risque sous-estimé, compte tenu de la croissance de l'insécurité alimentaire, qui est attribuable aux conditions météorologiques et à la possibilité que des exportateurs nets, comme l'Inde, deviennent des importateurs nets.

Le risque le plus important est que les banques centrales resserrent trop la politique monétaire. La baisse des prix de l'énergie a été un soulagement, mais les banques centrales continuent de lutter contre l'inflation sur d'autres fronts. Eurasia entrevoit un risque important de resserrement excessif de la politique monétaire aux États-Unis, dans l'Union européenne et en particulier au Royaume-Uni. Son scénario de base est une croissance médiocre à l'échelle mondiale.

Intelligence artificielle et technologies émergentes

Les relations entre les États-Unis et la Chine entrent dans une nouvelle phase, situation qui a une incidence sur le monde. Les tensions géopolitiques découlant de la démondialisation et de la concurrence stratégique entre les États-Unis et la Chine présentent de nouveaux risques et de nouvelles occasions pour les investisseurs. De nouvelles alliances géopolitiques voient le jour en raison du virage de la Chine vers l'autonomie technologique. En ce qui concerne les terres rares nécessaires pour les technologies émergentes, d'autres pays peuvent en offrir, mais le traitement des terres rares est un problème plus important, car la Chine domine ce secteur coûteux et polluant. L'Indonésie accroît sa capacité de traitement, mais il lui faudra du temps pour remplacer la Chine.

L'intelligence artificielle (IA) pourrait améliorer les données financières. Il existe un grand engouement pour l'IA, ce qui a permis à un certain nombre de sociétés de réaliser de grands gains. L'IA générative n'en est encore qu'à ses débuts, de sorte qu'il y a encore des questions à se poser quant à son incidence à long terme sur les entreprises, la géopolitique et la société. L'équipe de placement de MFS note que des discussions ont actuellement lieu au sujet de l'amélioration de l'efficacité, des revenus et des bénéfices des sociétés. Seules quelques sociétés parlent d'investissement direct dans la recherche et le développement de l'IA, et la plupart d'entre elles tentent encore de déterminer dans quels secteurs se fera le développement de produits.

L'incidence de l'IA sur les travailleurs est incertaine. Il est clair que l'IA peut contribuer à améliorer la productivité dans un éventail de secteurs, mais son incidence à court et à long terme sur les travailleurs est encore à voir. Des comparaisons ont été faites avec les révolutions industrielles et Internet, ainsi qu'avec les changements qu'elles ont apportés à la main-d'œuvre. L'IA représente une occasion pour de nouveaux services et pour les sociétés nécessitant plus de travailleurs, mais elle présente aussi le risque que certains emplois deviennent automatisés ou obsolètes. L'inégalité est un sujet de discussion important, notamment la nécessité pour les gouvernements et les organismes de réglementation de tenter d'y remédier.

L'IA est une arme à double tranchant. L'innovation dans le secteur de l'IA présente de nouvelles occasions de placement, mais les organismes de réglementation peinent à suivre les progrès technologiques. Par conséquent, les progrès de l'IA alimenteront la désinformation, entraveront les élections, habilitent les régimes autoritaires et encourageront la polarisation. Même s'il s'agit d'une force pour le bien, de mauvais acteurs peuvent en faire un usage abusif.

Les données présentent des occasions intéressantes. Les données deviennent de plus en plus banalisées et constitueront le fondement de la révolution de l'IA. Cette situation pose des défis en matière de protection des renseignements personnels, de droits d'auteur et de vérification de la propriété des données utilisées par l'IA. Il existe déjà des occasions liées à la nécessité de stocker, de gérer et de protéger les données, dont MFS profite pour trouver des centres de données et des sociétés de matériel intéressantes dans lesquelles investir. La disponibilité accrue des données aide également les investisseurs intéressés à comprendre les tendances en matière de consommation à accéder plus rapidement aux données sur les habitudes de dépenses liées aux cartes de crédit et à devancer les tendances en matière de répartition de l'actif en surveillant la confiance à l'échelle mondiale et les variations entre les régions et les catégories d'actif.

La réglementation variera selon la région et le régime. La protection des renseignements personnels et la transparence sont des préoccupations importantes pour les organismes de réglementation. Il est peu probable qu'une réglementation mondiale voit le jour, en raison des différents régimes dans le monde. L'accès aux données et le contrôle de celles-ci seront strictement gérés par la Chine, qui présente des occasions en raison de son importance, mais aussi des risques liés à son gouvernement autoritaire. Eurasia s'attend à ce que les États-Unis assouplissent la réglementation sur le sujet, car le pays doit livrer concurrence à la Chine et a tout intérêt à soutenir son secteur des technologies.

MFS peut tenir compte des facteurs de durabilité dans son analyse fondamentale des placements parallèlement à des facteurs économiques plus traditionnels lorsque, de l'avis de MFS, les facteurs de durabilité pourraient avoir une incidence importante sur la valeur économique d'un émetteur. La mesure dans laquelle les facteurs de durabilité sont pris en compte et leur incidence sur le rendement dépend d'un certain nombre de variables, comme la stratégie de placement, les types de catégories d'actifs, les expositions régionales et géographiques, ainsi que le point de vue et l'analyse d'un professionnel des placements à l'égard d'un enjeu de durabilité particulier. À eux seuls, les facteurs de durabilité ne justifient pas les décisions de placement. MFS peut intégrer les facteurs de durabilité à ses activités de mobilisation lorsqu'elle s'entretient avec les émetteurs, mais ces activités de mobilisation n'entraînent pas nécessairement des changements aux pratiques ESG de l'émetteur.

Les points de vue exprimés sont ceux du ou des auteurs et peuvent changer sans préavis. Ils sont fournis à titre indicatif seulement et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat d'un titre, une sollicitation ou un conseil en placement. Les prévisions ne sont pas garanties.

Sauf indication contraire, les logos ainsi que les noms des produits et services sont des marques de commerce de MFS^{MD} et de ses sociétés affiliées, qui peuvent être déposées dans certains pays.

Distribué par : **États-Unis** – MFS Institutional Advisors, Inc. (« MFSI »), MFS Investment Management et MFS Fund Distributors, Inc.; **Amérique latine** – MFS International Ltd.; **Canada** – MFS Gestion de Placements Canada Limitée. Aucune commission des valeurs mobilières ni aucun organisme de réglementation analogue au Canada n'ont passé en revue le présent document. **Note à l'intention des lecteurs du Royaume-Uni et de la Suisse** : Publié au Royaume-Uni et en Suisse par MFS International (UK) Limited (« MIL UK »), une société privée à responsabilité limitée inscrite en Angleterre et au pays de Galles sous le numéro 03062718, dont les activités de placement sont autorisées et réglementées par la UK Financial Conduct Authority. Le siège social de MIL UK, filiale indirecte de MFS^{MD}, se trouve au One Carter Lane, Londres (EC4V 5ER), au Royaume-Uni. **Note à l'intention des lecteurs européens (hors Royaume-Uni et Suisse)** : Publié en Europe par MFS Investment Management (Lux) s. à r. l. (MFS Lux) – société autorisée en vertu des lois du Luxembourg en tant que société de gestion pour les fonds domiciliés au Luxembourg – les deux offrent des produits et des services de placement aux investisseurs institutionnels. Le siège social se situe au S.a.r.l. 4, rue Albert Borschette, Luxembourg L-1246. Tél. : 352 2826 12800. Le présent document est réservé aux investisseurs professionnels (dans la mesure où les organismes de réglementation locaux le permettent). On ne doit pas s'y fier et il ne doit pas être distribué si cela contrevient à la réglementation locale; **Singapour** – MFS International Singapore Pte. Ltd. (CRN 201228809M); **Australie/Nouvelle-Zélande** – MFS International Australia Pty Ltd (« MFS Australia ») (ABN 68 607 579 537) détient le permis numéro 485343 pour la prestation de services financiers en Australie. MFS Australia est régie par l'Australian Securities and Investments Commission; **Hong Kong** – MFS International (Hong Kong) Limited (« MIL HK »), une société privée à responsabilité limitée inscrite auprès de la Hong Kong Securities and Futures Commission (« SFC ») et réglementée par celle-ci. MIL HK est autorisée à exercer des activités réglementées de négociation de titres et de gestion d'actifs, et peut fournir certains services de placement à des « investisseurs professionnels » au sens de la *Securities and Futures Ordinance* (« SFO »); **pour les investisseurs professionnels en Chine** – MFS Financial Management Consulting (Shanghai) Co., Ltd. 2801-12, 28th Floor, 100 Century Avenue, Shanghai World Financial Center, Shanghai Pilot Free Trade Zone, 200120, Chine, une entreprise chinoise à responsabilité limitée réglementée pour fournir des services-conseils en gestion financière; **Japon** – MFS Investment Management K.K. est inscrite à titre d'opérateur d'instruments financiers, Kanto Local Finance Bureau (FIBO) No. 312, membre de l'Investment Trust Association du Japon et de la Japan Investment Advisers Association. Comme les frais assumés par les investisseurs varient selon les circonstances (produits, services, période de placement, conditions du marché, etc.), le montant total et les méthodes de calcul ne peuvent être indiqués à l'avance. Tous les placements comportent des risques, y compris les fluctuations de marché, et les investisseurs peuvent perdre le capital investi. Avant de faire des placements, les investisseurs devraient obtenir et lire attentivement le prospectus et les documents indiqués dans l'article 37-3 de la *Financial Instruments and Exchange Act*.